

## LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 8 A LA CLD: MARDI 11 SEPTEMBRE 2007

Les délégués à la CdP 8 de la CLD se sont réunis, le matin et l'après-midi, dans des séances de dialogue ouvert avec les organisations non gouvernementales pour débattre de la participation, de la parité hommes-femmes et des changements climatiques. Le groupe de contact sur le CRIC a parachevé ses travaux au cours de la séance du matin. Le groupe de contact sur les programme et budget s'est réuni tout le long de la journée. Le groupe de contact sur le plan stratégique décennal s'est réuni au cours de la matinée et la discussion s'est poursuivie dans une séance de l'après-midi du "Comité des Amis du Président."

### LA PLENIERE

**INTEGRATION DES ONG DANS LE PROGRAMME DE TRAVAIL OFFICIEL DE LA CDP:** La présidente de la CdP 8, Cristina Narbona, a ouvert la quatrième réunion plénière de la CdP 8. Le responsable de service de la CLD, Kalbermatten, a souligné la valeur que ces sessions de dialogue ouvert pourraient revêtir au niveau national, a indiqué que le secrétariat s'efforce de faciliter la participation des ONG de manière efficace et transparente et qu'il compte sur les systèmes de réseautage des ONG, a signalé que l'Unité d'inspection conjointe a recommandé d'améliorer la participation des ONG et a précisé que les idées permettant de réaliser cela sont les bienvenues.

Steven Mweya (Ouganda) a modéré le débat sur la participation. Thuli Makama (Yonge Nawe, Swaziland) a déclaré que la participation requiert, entre autres, l'accès à l'information appropriée et des ressources adéquates et prévisibles. Patrice Burger (ENID – Initiative européenne sur la désertification), revêtant un masque blanc avec une bande adhésive sur la bouche dénonçant "l'hypocrisie de la réunion," a signalé que la Convention mentionne à 22 reprises la participation mais que les vues variaient sur ce que cela impliquait. Evelyn Chaves (Asociación Coordinadora Indígena y Campesina de Agroforesteria Comunitaria Centroamericana, Costa Rica) a parlé des activités de réseautage des ONG dans la région Amérique Latine et Caraïbes. Makama a déclaré que les demandes des ONG comprennent: la participation et des rôles clairement définis au sein des institutions de la CLD; l'implication des ONG dans les actions de suivi du plan stratégique décennal; et la création d'un groupe de travail pour examiner ces demandes.

Les participants ont proposé d'autoriser le secrétariat à désigner un correspondant des Jeunes, la création d'un mécanisme d'échange d'informations, l'invitation des parties à intégrer au moins une ONG dans leurs délégations et l'examen des modalités de la participation des ONG aux CdP. La présidente de la CdP 8, Narbona, a signalé que des 800 organisations de la société civile (OSC) accréditées auprès de la CLD, 349 représentants sont présents à la CdP 8, dont la moitié, quasiment, représentant des OSC espagnoles. Elle a souligné l'importance de la Convention d'Aarhus et a indiqué qu'elle travaillera, dans son rôle de présidente de la CdP, à la promotion de la participation des ONG.

Mark Biedchareton (France) a modéré le groupe de discussion sur la parité hommes-femmes. Dilcia García (Association cubaine de production animale, Cuba) a souligné que les femmes portaient une part inégale du fardeau de la désertification et a appelé les parties à créer un réseau des femmes chercheuses dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, en vue de déterminer les approches traditionnelles de l'intégration dans les travaux du CST. Jacqueline Nkoyok (Université de Douala, Cameroun) a mis l'accent sur la valeur du savoir traditionnel et local détenu par les femmes, a souligné l'importance des microcrédits réservés aux femmes et a suggéré que les organismes internationaux, tels que le MM et le FEM, devraient apporter leur contribution dans ce domaine. Yunuen Montero (Fundación IPADE, Espagne) a souligné la nécessité d'ouvrir des espaces pour s'assurer que les voix des femmes soient entendues.

Au cours du débat, un délégué a appelé à une recherche pour déterminer la manière dont l'accès au marché et le libre échange augmentent l'érosion des terres. D'autres ont parlé des projets nationaux et régionaux soutenus par divers donateurs et impliquant les femmes dans la lutte contre la désertification.

Octavio Pérez Pardo (Argentine) a modéré le débat sur les changements climatiques et a rappelé aux participants que c'est sa délégation qui, initialement, avait proposé la tenue de telles séances de dialogue ouvert. Sina Damba (AFAD-RIOD-Africa, Mali) a indiqué que le groupe de discussion se focaliserait sur les dimensions humaines des changements climatiques et, en particulier, sur la migration. Vore Seck (CONGAD-RIOD-Africa, Sénégal) a parlé de la migration induite par les changements climatiques, en particulier, des populations nomades, et a décrit ses liens avec l'érosion des terres. Emmanuel Seck (ENDA-TM, Sénégal) a présenté une étude de cas de la mise en valeur des terres, dans la région de Niayes, au Sénégal, concluant que la recherche menée par les ONG peut être de profit pour les parties dans l'élaboration des politiques. Silvia Picchioni (ASPAN-RIOD-ALC, Brésil) a parlé des coûts environnemental et social élevés de la consommation non durable.

Au cours du débat, un délégué a souligné les efforts fournis par son pays pour mobiliser les ressources pour le développement des biocombustibles dans les pays en développement. Un autre a encouragé les parties à reconnaître que les agro-combustibles ont un impact négatif sur les moyens d'existence ruraux et ne règlent pas le problème de la désertification. Les participants ont également demandé aux délégués de reconnaître les droits des pasteurs et le rôle que le pastoralisme joue dans la gestion durable des ressources naturelles; suggéré l'intégration de la recherche menée par les ONG dans les travaux du CST; mis l'accent sur la participation de la société civile dans les prises de décisions gouvernementales ayant trait à la CLD; et, mis en relief le rôle des ONG dans la diffusion de données ciblées sur les changements climatiques et les mesures d'adaptation et d'atténuation. Un délégué a déploré la faible présence des délégués gouvernementaux aux séances du dialogue ouvert, précisant cependant qu'elle est un peu plus forte qu'à la CdP 7.

Le vice-président de la CdP 8, Hlaváček, a encouragé les ONG à s'assurer que leurs gouvernements traitent la question des synergies entre les conventions dans le cadre des préparatifs des négociations de la CLD, à Bali, en décembre.

#### **GROUPE DE CONTACT DE COMPOSITION NON LIMITEE – PROGRAMME ET BUDGET**

Ositadinma Anaedu (Nigeria) a présidé ce groupe de contact, le matin, et l'a coprésidé avec Jozef Buys (Belgique), l'après-midi. Au sujet du préambule, les délégués ont décidé de fusionner les trois paragraphes portant sur la fluctuation du taux de change et l'adoption d'une budgétisation en euros; ont ajouté un nouveau paragraphe appelant à prendre note du plan stratégique décennal; et ont supprimé plusieurs des paragraphes qui figuraient dans les projets de texte d'origine. Au sujet des paragraphes opérationnels, les délégués ont convenu, entre autres: d'autoriser le Secrétaire exécutif à notifier les parties de leurs contributions au titre de 2008 et 2009 en euros; de décider d'introduire l'euro comme devise de la comptabilité à partir de 2010-2011; d'adopter un barème indicatif des contributions au titre de 2008 et 2009, fondé sur le barème évaluatif des Nations Unies; d'exprimer leur appréciation au gouvernement allemand pour la contribution apportée au secrétariat; et autorise le Secrétaire exécutif à réexaminer, au cours de la biennal 2008-2009, la structure et l'affectation des postes du secrétariat à la lueur du plan stratégique décennal. Les délégués ne sont pas parvenus à s'accorder sur l'établissement d'un fonds distinct pour la couverture des coûts associés à l'adoption d'un système de comptabilité en euros. Un nouveau paragraphe a été proposé, encourageant le secrétariat à examiner les options offertes pour devenir sans effet exacerbant la production de gaz carbonique. Un délégué a soutenu que le budget du secrétariat devrait être maintenu à une croissance nominale nulle, en dollars, mais une autre délégation y a fait objection. Anaedu a indiqué que le groupe examinerait les chiffres dans des réunions à venir.

#### **GROUPE DE CONTACT DE COMPOSITION NON LIMITEE – CRIC**

Le groupe de contact présidé par Bongani Masuku (Swaziland) a achevé sa deuxième lecture des six projets de décisions, mardi, à 2 h du matin, et a repris ses travaux à 10 h pour traiter le reste des libellés crochetés. L'ensemble du libellé portant sur les UCR a été laissé entre crochets et sera réexaminé après le résultat du groupe de contact sur le plan stratégique décennal. Les délégations ont convenu de supprimer la référence au savoir traditionnel dans le projet de décision 1, concernant le renforcement de la mise en œuvre de la Convention, parce que ce sujet sera débattu aux réunions de la Convention sur la diversité biologique, plus tard cette année.

Les délégations ont décidé d'éliminer la décision 2 (ajustements nécessaires au processus d'élaboration et d'application des programmes d'action, y compris l'examen de la mise en œuvre améliorée des obligations de la Convention).

Certaines délégations ont encouragé que la référence au plan stratégique décennal soit intégrée dans le projet de décision 4 concernant la collaboration avec le FEM. Un paragraphe croché a été inséré à cet effet.

Au sujet du projet de décision 6 concernant l'amélioration des procédures de communication des données et de la qualité et du format des rapports à soumettre à la CdP, les délégués ont convenu de demander "au secrétariat et au GM" d'élaborer des directives provisoires pour l'établissement des rapports, avant la CRIC 7, mais ont divergé sur la question de savoir s'il fallait appeler "le secrétariat et le MM" ou "le secrétariat, avec l'appui du MM" à élaborer le rapport préliminaire. Le libellé croché sera réexaminé après concertation avec le groupe de contact sur le plan stratégique décennal. Les délégués ont également décidé de retenir le libellé appelant à la recherche d'un soutien externe pour l'achèvement du rapport préliminaire. Le groupe de contact a clos ses travaux à 12 h 30, le président Masuku remerciant les délégations pour l'échange de "mots et non de coups," et a soumis les projets de décisions au président du CRIC.

#### **GROUPE DE CONTACT DE COMPOSITION NON LIMITEE – PLAN STRATEGIQUE**

Ayant terminé, lundi soir, la première lecture du projet de décision concernant le secrétariat et le FEM, le groupe de contact présidé par Sem Shikongo (Namibie), élaborant la décision concernant le plan stratégique décennal (PS) et le cadre pour l'amélioration de la mise en œuvre de la Convention a terminé sa première lecture des éléments restants concernant la société civile, le suivi de la performance et l'élaboration d'indicateurs, et l'estimation des coûts du PS. Ces éléments restent crochetés et ont été transmis à un "Comité des Amis du Président," qui s'est réuni dans l'après-midi.

Au sujet de la proposition demandant au Secrétaire exécutif de tenir une consultation avec les OSC dans l'élaboration des critères de sélection relatives à leur participation aux événements de la CLD, les délégués ont examiné sa faisabilité et sa singularisation des éléments figurant dans le PS.

Au sujet du suivi de la performance, le projet, entre autres, propose une décision appelant la CdP 9 à adopter les directives régissant l'élaboration des rapports, pour le suivi de la performance des parties et des organes de la Convention et pour la conduite d'une évaluation à mi-parcours. Les délégués ont divergé sur: l'utilisation du mot "suivi" en tant que concept; la référence figurant dans une décision consensuelle à l'Annexe 2 non consensuelle des PS; les acteurs liés par les directives régissant l'élaboration des rapports et les indicateurs, et le point de savoir si ces derniers sont élaborés au niveau local ou au niveau mondial; le rôle du MM et le point de savoir s'il est conseiller ou promoteur des directives régissant l'élaboration des rapports; et la forme que prend l'évaluation de mi-parcours proposée et l'organe qui en a la charge.

Au sujet de l'estimation des coûts du PS, le projet: demande aux organes de la Convention d'élaborer des propositions de budget et des stratégies de mobilisation des ressources pour leurs plans de travail; encourage les parties à fournir des ressources pour l'alignement des PAN sur le PS; et encourage les parties à établir les priorités de la mise en application du PS dans leurs budgets, et les divers acteurs, à fournir des ressources financières adéquates, opportunes et prévisibles pour le PS. Les délégués ont appelé: à un engagement politique de fournir des ressources pour le PS; au recours à une "budgétisation axée sur les ressources," dans le cadre d'une approche de gestion fondée sur les ressources; à l'élargissement de l'invitation à fournir des ressources aux non parties; et à une concentration de l'utilisation de la mobilisation des ressources, sur les pays parties touchées.

#### **LE GROUPE D'EXPERTS SPECIAL**

Le Groupe d'experts spécial s'est réuni brièvement pour examiner les projets de décisions concernant les procédures et les mécanismes institutionnels pour la résolution des questions relatives à la mise en œuvre, et les annexes renfermant les procédures relatives à l'arbitrage et la réconciliation. Les délégués ont proposé d'ajouter au projet de texte, une demande que le secrétariat élabore des options pour un mandat d'assigner au processus consultatif multilatéral sur les procédures et les mécanismes institutionnels pour la résolution des questions ayant trait à la mise en œuvre. Le groupe se réunira de nouveau, mercredi.

#### **DANS LES COULOIRS**

Après la séance plénière avec les ONG, un délégué a déclaré que le dialogue ouvert n'a laissé aucune question quant à la volonté des ONG de s'engager dans le processus de la CLD. D'autres ont attiré l'attention sur le nombre croissant des ONG intégrées dans les délégations des pays, signalant que cela les rend moins visibles mais leur donne l'occasion d'apporter leur contribution dans le processus d'élaboration des décisions. Des participants ont également noté que le nombre important d'événements et d'expositions organisés en marge de la Conférence ont constitué un endroit utile pour l'échange d'idées. Soulignant que bon nombre d'intervenants étaient les représentants d'ONG intégrées dans les délégations de ces pays, un observateur sceptique s'est demandé si, à la fin, les ONG n'allaient pas se retrouver en train de dialoguer entre elles durant ces séances.